



Gouvernance locale

Jean-Pierre Fabre face aux défis de la gestion des affaires publiques

La gouvernance publique a ses règles et le maire du Golfe 4, Jean-Pierre Fabre, par ailleurs, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) est en train de l'apprendre à ses dépens. Lorsqu'une affaire de déguerpissement de populations installées ...



PAGE 3

ECONOMIE



Relance économique

Umoa-Titres soutient les Etats avec des Obligations de relance

L'agence Umoa-Titres a lancé les Obligations de relance sur le Marché des titres publics (MTP) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Les Obligations de relance (ODR 2021) sont un ensemble de nouveaux ...

PAGE 5

BANQUE



Injection de liquidités de la Bceao

Les banques togolaises bénéficient de 240 milliards FCFA

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a injecté le 15 février dernier la somme de 3 440 milliards FCFA sur le marché interbancaire de l'Uemoa pour une échéance d'une semaine. Sur ce montant, les banques togolaises bénéficient de 240 milliards FCFA.

PAGE 5

CH-International / DokitaEyes

«DokitaEyes» pour «la culture du médecin de famille»

L'association « Le Coursier d'Hôpital International/Togo (CH-INTERNATIONAL) » a ...

PAGE 11



Visite en Russie

Robert Dussey mène une diplomatie active depuis lundi

Comme annoncé par les services des diplomaties togolaise et russe, le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'étranger est effectivement arrivé à Saint-Petersbourg en début de semaine. Il a été accueilli par le maire de la ville et son équipe. Plusieurs activités sont en cours depuis son arrivée sur le sol russe. Le chef de la diplomatie togolaise est à fond sur ses chantiers.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Efficacité de l'Union africaine : Nathanaël Olympio propose des pistes à explorer par les dirigeants

Depuis un temps, il fait des déclarations intempestives sur les réseaux sociaux. Même l'affaire des vaccins n'est pas épargnée par Nathanaël Olympio, président du Parti des Togolais. Dans beaucoup de ses messages, on sent un monsieur à fond dans son rôle d'opposant politique. Mais, ce qu'il a dit sur le fonctionnement de l'Union africaine notamment dans un contexte de crise sanitaire comme celui-ci, mérite beaucoup notre attention.

Quelques jours après le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, une organisation dont les réformes peinent à s'accélérer, Nathanaël Olympio fait une remarque des plus intéressantes. « L'Union africaine devrait être un instrument qui fait face à l'adversité de tous les centres de pouvoir dans le monde : financier, numérique, pharmaceutique, industriel etc. », écrit l'acteur politique togolais. Il est vrai que l'Afrique se retrouve toujours dans une position qui l'amène à subir. Le continent n'est pratiquement à l'origine d'aucune mutation majeure dans ce monde. Or, même les occidentaux affirment que c'est le continent d'avenir ...

PAGE 3

Plateforme industrielle d'Adéticopé

Bientôt prête pour accueillir les entreprises

Les travaux de construction de la Plateforme industrielle d'Adéticopé (PIA) évoluent à 55%. C'est ce qui ressort d'une visite effectuée lundi 15 février par le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze sur ...



PAGE 5

	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">SOMMAIRE</p> <p>Environnement L'éducation aux changements climatiques est une obligation</p>  <p style="text-align: right;">P 9</p>	<p>Contribution de la culture dans la formation du PIB au Togo Un rapport publié il y a quelques jours permet de le savoir</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>	<p>CH-International / DokitaEyes «DokitaEyes» pour «la culture du médecin de famille»</p>  <p style="text-align: right;">P 11</p>
---	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

«Je renforce chaque jour qui passe mon autonomie», Assih Amida, épouse Alédji, bénéficiaire FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI, nous mettons sous les feux de la rampe les témoignages de madame Assih Amida, épouse Alédji. Du haut de ses cinquantes ans d'été, notre bénéficiaire est aujourd'hui revendeuse en gros de céréales au marché d'agoè assiyé. Une activité qu'exerce notre bénéficiaire dans la plus grande modestie et qui lui permet selon ses témoignages de gagner le pari de son devenir...



Assih Amida

« Comment ne pas se sentir heureuse quand nous avons de quoi exercer une activité génératrice de revenus », c'est en ces termes que madame Assih amida, épouse Alédji du haut de ses 50 ans et de son teint noir nous accueille dans son étalage de produits céréaliers, une activité

qui autrefois sporadique mais qui s'est renforcée depuis des années grâce au concours du Fonds national de la Finance inclusive (FNFI).

Quand dame Assih amida, épouse Alédji participe il y a quelques mois à une session de formation des bénéficiaires potentiels

organisée par COOPECFI, une institution de microfinance partenaire du FNFI, elle ne se doutait pas que le précieux sésame du FNFI donnerait une autre allure à son activité et par ricochet à sa vie.

« J'ai toujours en mémoire comment le FNFI m'a permis de passer de mon

état de dépendante à celui de commerçante véritablement confirmée. Tout part du crédit APSEF, respectivement des montants de 30, 40, 50 et 60.000FCFA et je démarre une aventure qui se concrétise actuellement jours après jours. Comme vous le voyez, je suis

parvenu à démarrer une activité de vente de produits céréaliers, notamment le maïs, le haricot, le riz...Je vends non seulement en gros mais aussi en détail. » Fière d'avoir su rentabiliser et fructifier les différents cycles du crédit APSEF, notre interlocutrice se met aussitôt en ordre de bataille afin de pouvoir obtenir le Produit d'Accompagnement Spécial, un crédit cette fois-ci d'un montant de 100.000FCFA qui est sensé lui permettre de passer à échelle l'exercice de son activité.

« Etant donné que j'ai été en règle vis-à-vis des remboursements des crédits antérieurs, j'ai obtenu dans la foulée le PAS, (Produit d'Accompagnement Spécial), d'un montant de 100.000 FCFA qui va me permettre dans les jours prochains d'intégrer à mon activité actuelle la vente d'autres céréales comme le soja, le petit mil, le fonio... Je renforce chaque jour qui passe mon autonomie et je joue pleinement mon rôle d'acteur de développement de ma communauté... »

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Comment marquer l'avenir si l'on reste toujours dans les sillons tracés par les autres ? Même dans la crise du coronavirus, l'Afrique demeure spectatrice et

doit agir au gré du vent qui souffle de l'occident, l'Amérique du sud et l'Asie. Or, beaucoup de spécialistes s'accordent pour dire que le continent pourrait profiter de cette

crise pour se relancer. Cela ne pourra pas être possible, si l'Union africaine ne fait pas de réformes profondes afin de devenir plus solide et impacter véritablement.

Selon Nathanaël Olympio, « elle devrait laisser les différends politiques aux organisations sous-régionales ». Ainsi, Moussa Faki Mahamat pourra mieux en concertation

avec les dirigeants nationaux, organiser la riposte du continent face à des défis majeurs qui se posent régulièrement.

Dadzie

Visite en Russie

Robert Dussey mène une diplomatie active depuis lundi

Comme annoncé par les services des diplomaties togolaise et russe, le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur est effectivement arrivé à Saint-Petersbourg en début de semaine. Il a été accueilli par le maire de la ville et son équipe. Plusieurs activités sont en cours depuis son arrivée sur le sol russe. Le chef de la diplomatie togolaise est à fond sur ses chantiers.



Le face-à-face entre les deux délégations

Lundi, le chef de la diplomatie togolaise a eu une séance de travail avec des acteurs du secteur privé russe. Le professeur

Dussey annonce de bonnes perspectives pour notre pays. Dans le cadre du Plan national de développement (PND 2018-2022) et

aujourd'hui avec la feuille de route présidentielle Togo 2025, les secteurs privés national et international seront fortement sollicités.

Pour accueillir tous ces investisseurs, le Togo a assaini et continue de faire un travail d'assainissement de son climat des affaires.

Plusieurs autres réformes sont déjà faites ou en cours pour rendre le pays attractif aux investisseurs. Certains s'installent déjà. Les entreprises russes trouveront aussi leurs places si elles arrivent. De nouveaux emplois seront ainsi au rendez-vous.

Toujours dans le cadre de sa visite de travail au pays de Vladimir Poutine, le professeur Robert Dussey a eu une rencontre avec son homologue russe Sergueï Lavrov, hier, mardi 16 février 2021 à Saint-Petersbourg. Selon les informations, les discussions ont tourné autour du renforcement de la coopération bilatérale, les questions sécuritaires en Afrique et la lutte contre la pandémie.

« Je remercie mon cher ami Sergueï Lavrov pour l'accueil chaleureux et la qualité de nos discussions », a écrit le professeur Robert Dussey.

E. Dadzie

Gouvernance locale

Jean-Pierre Fabre face aux défis de la gestion des affaires publiques

La gouvernance publique a ses règles et le maire du Golfe 4, Jean-Pierre Fabre, par ailleurs, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) est en train de l'apprendre à ses dépens. Lorsqu'une affaire de déguerpissement de populations installées le long de la plage le met subitement sur le banc des accusés, l'ancien chef de file de l'opposition n'a pas d'autres choix que de faire une sortie médiatique pour s'expliquer.

Le projet WACA qui vise à lutter contre l'érosion côtière, à stabiliser et à viabiliser la côte togolaise, se met progressivement en place. Il s'agit d'un projet sous-régional financé par la Banque mondiale pour protéger le littoral. C'est ainsi qu'à la demande du pouvoir central, le maire du Golfe 4 a dû sortir une note pour demander à ses administrés qui occupent l'espace public concerné par le projet de quitter.

Un délai leur a été accordé. Mais, dans l'intervalle, ce sont des plaintes qui fusent de toutes parts. Et Jean-Pierre Fabre en est bien la cible. Il est accusé de vouloir renvoyer des gens

qui visiblement n'ont nulle part où aller. Face à cette situation et n'en pouvant plus de supporter ce qu'ils qualifient de « rumeurs malveillantes », le maire et ses collègues brisent le silence. Et, ici, Jean-Pierre Fabre est bien obligé de tenir un langage de franchise à ses électeurs. Il ne s'agit plus de faire des calculs politiques en caressant les populations dans le sens des poils.

« La demande à quitter les plages se fait au Bénin, au Ghana, au Sénégal, au Nigéria, bref dans tous les pays concernés par ce projet. Mais ce qu'il faut savoir c'est qu'il nous a été

dit que la gestion du littoral relève de la responsabilité du Haut conseil de la mer et du préfet maritime. Nous en tant que commune, nous demandons simplement aux occupants de la plage de libérer les lieux en vertu des dispositions que 3 ministres ont prises », a clarifié Jean-Pierre Fabre.

Voilà un exercice assez complexe à faire lorsqu'un leader est partagé entre son désir de garder sa popularité et le fait de prendre des décisions impopulaires. Un exercice qui peut vous faire passer de héros, ami du peuple, à ennemi, détesté par les populations. Or, en agissant



Jean-Pierre Fabre (à droite)

ainsi, monsieur Fabre ne fait que promouvoir l'intérêt général.

Si le projet WACA continue de traîner et si Jean-Pierre Fabre fait preuve de complaisance envers ses administrés, dans quelques années, ceux-ci risqueront de venir le chasser dans son bureau de la mairie, parce que c'est la mer qui se sera chargée de faire déguerpir les gens. Et là, ce sera pire, parce que leurs facteurs de production

auront disparu pour de bon. C'est dans une situation pareille que l'on comprend qu'entre populisme et réalisme politique, le choix est clair.

Et monsieur Fabre semble avoir bien compris les enjeux. « Ce n'est pas une affaire de Fabre qui chasse les gens », se défend-il. Il demande simplement aux personnes concernées d'obtempérer.

La rédaction



COMMUNIQUE DE PRESSE

ARISE IIP, en charge de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé, nomme un prestigieux comité consultatif

Lomé, le 16 Février 2021 – ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), développeur et opérateur d'écosystèmes industriels de classe mondiale en l'Afrique, a annoncé la création de son comité consultatif. Ce comité est composé d'éminents leaders des secteurs public et privé dont l'expérience et les compétences combinées permettront de façonner et d'accélérer la stratégie de croissance d'ARISE IIP.

ARISE IIP, entreprise panafricaine spécialisée dans le développement de zones industrielles et leurs écosystèmes dédiés, a connu une expansion remarquable en Afrique de l'Ouest avec le développement de plateformes industrielles sur mesure accélérant l'industrialisation du continent africain.

Au Togo, Arise IIP est présent via la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA). Cette zone industrielle d'envergure, se situe au nord de Lomé, s'étendra sur une superficie de 400 Hectares et sera développée en deux phases. PIA a conceptualisé et va financer, construire et gérer une zone industrielle qui permettra la transformation locale des richesses naturelles togolaises et leur export.

Le montant total de l'investissement s'élève à 130 milliards de Francs CFA (soit 200 millions d'euros) et la livraison de la plateforme est prévue pour Juin 2021 (Phase 1).

A l'instar de la stratégie mise en œuvre à l'échelle de PIA, l'objectif principal d'ARISE IIP a toujours été la création d'écosystèmes industriels visant à générer une forte valeur ajoutée locale ainsi qu'une croissance durable. Alors qu'ARISE IIP continue à déployer avec succès sa stratégie de croissance, le comité consultatif fournira une plateforme pour soutenir et guider l'entreprise dans les prochaines phases de son développement. Ce comité permettra à PIA de bénéficier via ARISE IIP, du support des membres du comité, qui joueront un rôle clé en fournissant à la direction de l'entreprise, un support et du conseil de haut niveau en matière d'industrialisation, de durabilité, de digitalisation et d'intégration régionale.

Le comité stratégique d'ARISE IIP comprend:



- Colin Coleman – Ancien Partner et PDG Afrique subsaharienne chez Goldman Sachs et maître de conférences au Jackson Institute for Global Affairs de l'université de Yale. Colin est également membre du conseil d'administration du groupe Foschini et coprésident Youth Employment Service.



- Bruno Delaye – Ancien diplomate français de haut rang, Bruno Delaye est président d'Entreprise et Diplomatie, une branche du groupe

ADIT, leader européen de l'intelligence stratégique. Il possède une vaste expérience dans le conseil stratégique aux entreprises opérant en Afrique.



- Laureen Kouassi-Olsson – Dirigeante expérimentée dans le secteur des services financiers et du capital-investissement en Afrique. Laureen a passé les 8 dernières années en tant que directrice d'investissement au sein du fonds d'investissement français Amethis. Elle est la fondatrice et la directrice générale de Birimian, une holding d'investissement à long terme dédiée aux marques africaines. Elle siège au conseil d'administration de plusieurs institutions financières de premier plan sur le continent.



- Carlos Lopes – Professeur à l'Université du Cap et à Sciences Po Paris et membre d'une dizaine de conseils d'administration, Carlos a dirigé plusieurs institutions des Nations unies, dont la Commission économique pour l'Afrique. Il a été à l'avant-garde de projets d'intégration économique tels que la zone de libre-échange continentale africaine, la réforme de l'Union africaine ou l'établissement de nouveaux partenariats avec l'Union européenne.



- Momar Nguer – Conseiller principal du PDG de Total et ex-membre du comité exécutif du géant français du pétrole et du gaz, Momar a beaucoup travaillé sur tout le continent. Précédemment directeur général du marketing et des services de Total, il a contribué aux principales initiatives de la société en matière d'énergie verte.

Plateforme industrielle d'Adéticopé Bientôt prête pour accueillir les entreprises

Les travaux de construction de la Plateforme industrielle d'Adéticopé (PIA) évoluent à 55%. C'est ce qui ressort d'une visite effectuée lundi 15 février par le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze sur le site pour constater l'évolution des travaux.

Selon le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, la Plateforme Industrielle d'Adéticopé pourra être prête en juin 2021 pour accueillir une centaine d'entreprises. L'initiative permettra d'attirer des industries de transformation dans les filières coton, soja, anacarde, riz, sésame... afin de créer à terme 35 000 emplois potentiels. La Plateforme va permettre de mettre en place une zone industrielle et des services logistiques intégrés de classe mondiale dans cette

localité située au nord de Lomé à environ 27 km du Port autonome de Lomé. La Plateforme industrielle d'Adéticopé sera construite sur 400 hectares. Dans les détails, l'infrastructure comptera parmi ses nombreux services logistiques : un parking d'une capacité de 700 camions, un parc pour le stockage de conteneurs d'une capacité de 12 500 EVP, un entrepôt pour charger, décharger et transférer les conteneurs, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières,



Kodjo Adedze (milieu) sur le chantier

une zone de 200 000 m² dédiée aux autres activités logistiques, des routes et emprises routières.

Plus de 130 milliards FCFA sont mobilisés pour réaliser ce projet. Sur place, le ministre du Commerce,

de l'Industrie et de la Consommation locale a constaté l'évolution des travaux. Il a exprimé sa satisfaction face à la détermination de l'équipe à exécuter les travaux et a insisté sur le respect des normes environnementales, afin de garantir la sécurité des riverains.

PIA s'inscrit dans le cadre des initiatives entreprises pour la mise en œuvre du Plan national de développement (PND). Rappelons que ce parc industriel multisectoriel et compétitif est développé par Arise IIP (Integrated Industrial Platforms), en partenariat avec la République togolaise.

Félix Tagba

Injection de liquidités de la Bceao Les banques togolaises bénéficient de 240 milliards FCFA

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a injecté le 15 février dernier la somme de 3 440 milliards FCFA sur le marché interbancaire de l'Uemoa pour une échéance d'une semaine. Sur ce montant, les banques togolaises bénéficient de 240 milliards FCFA.



Le Siège de la Bceao à Lomé

L'opération d'open-market vise à renforcer la liquidité des établissements de crédits de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), afin de limiter les effets de la pandémie du coronavirus sur ce secteur. L'institution a injecté au total 3 440 milliards FCFA pour couvrir le besoin exprimé par les 87 banques commerciales sur une semaine. Il s'agit d'une injection de liquidités à taux fixe, avec un taux d'intérêt de 2 %.

Pour cette 42ème opération d'injection de liquidités, le montant proposé et retenu pour les banques commerciales togolaises s'élève à 240 milliards FCFA. Le montant retenu pour le Bénin est de 254 milliards FCFA, 333 milliards pour le Burkina Faso, 1 083 milliards pour la Côte d'Ivoire, 60 milliards FCFA pour la Guinée-Bissau et 420 milliards pour le Mali. Le Niger et le Sénégal bénéficient respectivement de 282 milliards et 768 milliards FCFA.

Pour les 8 pays de l'Union, la Côte d'Ivoire a ainsi bénéficié du montant le plus élevé de cette opération d'injection de liquidités. Cette opération réalisée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest suite à la pandémie du coronavirus permet de refinancer les économies des 8 pays de l'Union.

F.T.

Relance économique Umoa-Titres soutient les Etats avec des Obligations de relance

L'agence Umoa-Titres a lancé les Obligations de relance sur le Marché des titres publics (MTP) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Les Obligations de relance (ODR 2021) sont un ensemble de nouveaux instruments pour accompagner les Etats à faire face à la crise économique engendrée par la pandémie du coronavirus. Ces opérations sont organisées à partir du 15 février.

Les ODR 2021 sont lancées après le succès du programme des Bons Sociaux Covid-19 initié en 2020. Elles sont lancées en collaboration avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO). L'objectif est de permettre aux Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) de financer leurs plans de relance économique massifs.

« Eneffet, Umoa-Titres ayant pour ambition de relever les importants challenges du Marché des titres publics pour un développement économique accru de la zone Uemoa, entend encore cette année, être aux côtés des Etats de la zone, dans les nombreux défis à relever compte tenu des besoins de relance de l'activité économique affectée par la pandémie tout au long de l'année 2020. Les ODR 2021 sont des Obligations assimilables du trésor de maturités de 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voire plus, émises en 2021, par voie d'adjudication ouverte avec le concours de UMOA-Titres » a expliqué l'agence régionale de gestion et de promotion des titres publics de l'Umoa. Selon Umoa-Titres, ces



titres sont dématérialisés, tenus en compte courant dans les livres de la BCEAO et bénéficient d'avantages spécifiques pour les investisseurs, mais également pour les émetteurs souverains. Les Etats de l'Union pourront ainsi émettre pour un montant de 3 768 milliards d'ODR 2021 éligibles au refinancement auprès de la BCEAO au niveau de ses guichets classiques. Les titres peuvent aussi être émis auprès d'un guichet spécial dit de la Relance où les investisseurs pourront mobiliser de la liquidité au taux minimum de soumission aux guichets de la BCEAO (actuellement 2%) pour une durée de 6 mois renouvelables tant que les ODR 2021 sont en vie. En contrepartie des

avantages ci-dessus attribués aux ODR, les investisseurs participant aux opérations d'adjudication sur les maturités de 3 ans et 5 ans s'astreignent à soumissionner des prix supérieurs à un prix minimum (prix plancher) garantissant aux émetteurs un taux maximum de sortie de ces opérations. Les maturités au-delà de 5 ans demeurent libres de toute contrainte sur les prix de soumission.

Les ODR sont exonérées d'impôts et taxes pour les investisseurs résidents du pays émetteur. Mais les investisseurs qui sont hors de la zone Uemoa sont soumis à la fiscalité applicable sur le territoire de leur pays de résidence.

Félix T.

Agriculture, artisanat, plateformes multifonctionnelles et réformes socioéconomiques

Dans le carré d'as du développement au Togo

L'agriculture et l'artisanat font partie des domaines par excellence sur lesquels s'appuient le gouvernement togolais dans sa dynamique de développement. A ces domaines s'ajoutent les plateformes multifonctionnelles intelligentes et les réformes socioéconomiques pour renforcer et étendre le bien-être à plusieurs couches sociales. Quel est le visage de ces différents efforts consentis par l'exécutif ?

Campagne agricole 2021-2022: 80 000 tonnes d'intrants mobilisées



Une nouvelle campagne agricole pour une bonne productivité

D'une saison agricole à une autre, l'aide des autorités aux travailleurs prend de l'ampleur et les conditions de vie de ceux-ci s'améliorent. Pour la nouvelle campagne agricole, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural a annoncé un plan de constitution d'un stock de plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'intrants au profit des producteurs afin de les aider à obtenir de bons rendements, assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires. 80 000 tonnes d'intrants seront mises à disposition des

ménages d'agriculteurs togolais comme l'a annoncé l'agence gouvernementale en charge de l'approvisionnement et de la gestion des intrants agricoles (Cagia). Plus précisément, cette dernière a pour mission pressante de rendre disponibles les stocks d'intrants d'ici mi-février, surtout avant le début des pluies pour que les producteurs puissent accroître leurs chances de réussite au cours de l'année, augmenter leurs revenus et subvenir aux besoins familiaux.

120 000 tonnes d'intrants pour la précédente campagne

Le Togo dont les ambitions agricoles sont immenses a mobilisé 120 000 tonnes d'engrais pour la saison agricole 2020-2021. Les intrants sont composés de 40 000 tonnes d'Urée 46%N et 80 000 tonnes de NPK15-15-15 ainsi que des biofertilisants. En réalité, le pays consomme en moyenne 61 000 tonnes d'engrais par

an, selon des statistiques présentées par AfricaFertilizer. Outre les intrants, 2 600 tonnes de semences améliorées et certifiées (maïs, riz, sorgho, soja, niébé, arachide, sésame et fonio) ont été mises à disposition des acteurs agricoles et réparties dans 325 points de vente agréés sur le territoire.

Une feuille de route ministérielle

La mobilisation accrue des intrants fait partie intégrante des objectifs consignés dans la feuille de route du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural. Elle s'articule autour de 03 projets phares. Il y a le p12 qui est l'amélioration de la productivité et des rendements agricoles. Ensuite, le deuxième projet consiste à accélérer les interventions du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de

risques (Mifa S.A.) pour porter la cible à 01 million d'agriculteurs d'ici 2025. Enfin, le troisième point vise à agrandir l'agropole de Kara.

Logiquement, les apports de l'Etat en intrants pour appuyer les acteurs agricoles sont une façon de contribuer véritablement au développement du secteur qui occupe plus de la moitié de la population active et représente 40% du Produit intérieur brut (PIB). Assurément, ces appuis divers permettront d'atteindre l'objectif « Faim zéro au Togo » d'ici quelques années.

Artisanat : Miato 2 en cours de téléchargement



Miato

Le secteur de l'artisanat n'est pas en marge des soutiens garantis par les décideurs politiques togolais dont la vision est de bâtir une nation forte, solidaire, émergente et dans laquelle chaque citoyen a accès à un minimum vital commun et peut entrevoir un lendemain encore meilleur. Entre autres initiatives entreprises pour atteindre cet idéal, il y a l'organisation biennale du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato). Après une première édition diversement bénéfique pour les artisans locaux, une autre phase est en préparation avec des attentes multiformes. Après l'expérience inaugurale pleine de réussite, la seconde édition du Miato se tiendra du 29 octobre au 07 novembre 2021. Elle est placée sous le thème « Entreprises artisanales et compétitivité » et se déroulera sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé, comme en 2019.

Une première édition retentissante

160 exposants, une douzaine de pays et plus de 150 000 visiteurs avaient participé aux ateliers, conférences, rencontres, mises en relation et expositions lors de la première organisation dans le dernier trimestre de 2019. Cette édition, couronnée de succès, a été une étape marquante dans le processus de développement du secteur de l'artisanat. L'engouement constaté autour de l'évènement a renforcé la détermination des autorités à promouvoir encore plus de véritables entreprises artisanales et renforcer l'attrait touristique du pays.

Miato 2 pour des bénéfices bis

La nouvelle édition est une opportunité de relance économique ; d'amélioration des revenus, du pouvoir d'achat et de créativité des artisans ; de renforcement des relations entre acteurs et de réduction de la pauvreté.

Elle permettra aux artisans de vendre convenablement les productions et de renforcer leur capacité professionnelle. Miato 2 servira de cadre propice pour la valorisation du patrimoine culturel togolais, l'exposition

du génie et des énormes potentialités des artisans locaux, la promotion des produits artisanaux et la mise en valeur des métiers porteurs du secteur.

Un secteur qui vaut des milliards



Plateformes multifonctionnelles intelligentes

Au Togo, l'artisanat contribue à 18% du Produit intérieur brut (PIB) et participe à la réduction du déficit de la balance des paiements à hauteur de 20%. Plus de 10 milliards de francs CFA ont été investis dans le secteur depuis 2011 par le gouvernement, ce qui a permis de financer près de 15 000 projets. Rien qu'en 2020, 1 069 nouvelles entreprises artisanales ont été créées ainsi que 05 Centres de ressources pour l'artisanat (CRA). Les compétences de 4 000 artisans ont été rehaussées et 2 546 emplois artisanaux ont été créés. D'ici 2022, les autorités espèrent appuyer la création et le renforcement de 4 000 entreprises artisanales, créer 12 000 emplois durables dans le secteur ; offrir une couverture en assurance maladie à 90 000 artisans et leur ayants droit.

Plateformes multifonctionnelles intelligentes : créer des pôles locaux de développement au Togo

Dans sa vision moderniste d'amélioration du bien-être des citoyens, de création de richesse pour plus de prospérité partagée, de lutte contre la précarité et les inégalités sociales, Faure Gnassingbé émet des idées innovantes et utiles qui changent la vie de tous, du nord au sud du pays. Les actions déployées pour garantir un minimum vital commun aux Togolais afin de ne laisser personne au bord de la route, sont pléthoriques. A celles-ci s'ajoutera le projet de développement des plateformes multifonctionnelles intelligentes ; à quelles fins ? A partir de 2005, la volonté des dirigeants d'assurer durablement un accès universel des communautés aux

services sociaux de base s'est accentuée. Entre autres actions avantageuses, l'installation des Plateformes multifonctionnelles (PTFM) ici et là sur le territoire fait foi.

Réduction de la pauvreté énergétique et accroissement des revenus

Les plateformes intelligentes créeront des pôles locaux de développement socioéconomique en s'appuyant sur l'économie numérique et les infrastructures énergétiques décentralisées. Elles fourniront davantage de l'énergie électrique grâce à des centrales solaires photovoltaïques, de la connexion mobile et internet ainsi que des services associés à valeur ajoutée qui étaient difficiles à obtenir avec les anciens modèles de PTFM. Les PTFM intelligentes moderniseront les entreprises rurales de transformation agroalimentaire dotées d'équipements simples. Elles offriront de meilleurs services de base et dynamiseront les activités des microentreprises rurales.

Les plateformes multifonctionnelles existantes en fonction

Grâce à un programme national démarré depuis 2011, le Togo a installé une centaine de PTFM qui boostent le développement rural. En moins de 10 ans, 705 000 femmes, soit 84% des bénéficiaires, ont accès aux services énergétiques modernes et à d'autres services socioéconomiques de base. Les plateformes multifonctionnelles ont augmenté les revenus des bénéficiaires à travers une meilleure valorisation des productions agroalimentaires

locales. Pour preuve, 1 721 000 000 de francs CFA de recettes ont été mobilisées par les entreprises bénéficiaires.

Par ailleurs, 84% des bénéficiaires ont étendu leurs activités génératrices de revenus et les revenus de 70,4% d'entre eux se sont augmentés. En matière d'autonomisation de la femme, près de 77% des femmes bénéficiaires des services des PTFM participent aux dépenses familiales (alimentation, santé, scolarisation). Le programme a permis de créer 260 microentreprises rurales et 4 200 emplois directs et indirects ; d'implanter des mini adductions d'eau modernes ; de construire et équiper des salles de classes.

Réformes socioéconomiques judicieuses : 12 529 entreprises créées en 2020 au Togo

La création d'entreprises monte

en flèche au Togo, pays dont l'environnement des affaires est très amical. Conséquemment, les citoyens deviennent de plus en plus entrepreneurs, autonomes, responsables, conscients de l'évidence selon laquelle le meilleur emploi aujourd'hui est l'auto-emploi. Depuis 2012, les initiatives socioéconomiques des jeunes et femmes s'accroissent grâce aux mesures de grande valeur prises par les décideurs politiques pour étouffer la pauvreté, le chômage et le sous-emploi. En 2020, en dépit de la pandémie de coronavirus et la crise sanitaire, la création d'entreprises s'est fait ressentir. 12 529 nouvelles entreprises ont été créées au cours de l'année susmentionnée, soit une hausse de 9% par rapport à 2019 où 11 482 entités avaient été mises sur pied.

Les femmes saisissent de plus en plus leurs chances



Réformes socioéconomiques

Les chiffres publiés par le Centre de formalité des entreprises (CFE) indiquent que les mois d'octobre, janvier, juillet, août et mars ont été les plus féconds avec respectivement 1340, 1320, 1 201, 1 181 et 1 180 entreprises créées. 77% des entreprises ont été mises en place par les Togolais. Les 23% restants (+3% par rapport à 2019) appartiennent aux étrangers séduits par le paysage économique du pays. Par-dessus tout, les efforts de promotion de la gent féminine ont fait augmenter le nombre d'entités lancées par les femmes de 11%. Sur les 12 529 entreprises, elles en ont créé 3 426, soit 27,2% de toutes les entités nées au cours de l'année. 63% des entreprises fondées en 2020 ont été formalisées sous forme de personne physique ; le reste sous le statut de personne morale.

Une voie toute tracée

Au rang des mesures qui incitent les Togolais à entreprendre pour se prendre en charge, il y

a la réduction de 90% des frais de création des entreprises au cours des dernières années. Ces frais sont passés de 262 000 francs CFA en 2012 à 25 400 francs en 2020. La publication des annonces légales sur le site web du CFE a été rendue gratuite. Quelques années plus tôt, elle s'élevait à 62 000 francs CFA.

En outre, il y a aujourd'hui la possibilité de créer des Sociétés à responsabilité limitée (SARL) par acte sous seing privé sans oublier l'effectivité de la création, modification ou dissolution en ligne d'une entreprise ; la suppression des droits d'enregistrement et de timbres à la création ; la réduction du délai de création d'entreprise ; la libéralisation du capital social et de la valeur nominale des parts sociales, le paiement des frais de dossiers pour les formalités par TMoney, Flooz, Mastercard et Carte Visa, etc. On dénombre plus de 96 000 entreprises au Togo à ce jour.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Commérages

Un avion transportait des fous. L'avion a décollé de Lagos et partait à l'hôpital psychiatrique de Washington. Lorsqu'il fut sorti du territoire Nigerian, un fou, le plus intelligent parmi les fous, vient voir le pilote et lui dit:

- Mr svp pouvez vous m'apprendre comment piloter un avion ?

Le pilote répond : "Oui, mais à une seule condition !"

Il réplique : "Laquelle ?"

Le pilote répond : "Si tu arrives à faire taire tes camarades qui bavardent derrière, je t'apprendrai".

Il répond : "Ok attendez-moi j'arrive".

Quelques minutes après, il revient vers le pilote et bizarrement le pilote n'entendait plus de bruit ni de bavardage. Etonné, il lui demande : "Mais comment t'as fait ?"

Le fou répond en souriant : " Hooorrr ! Ça na pas été difficile!, j'ai ouvert la porte et je leur ai dit d'aller jouer au dehors....

Le pilote s'est évanoui aussitôt !!!



Savez-vous que le féminin du corbeau c'est corbeille et quand les deux vieillissent, ils deviennent corbillard?



J'ai vu mon propriétaire avec la femme du voisin à l'hôtel, et je n'ai rien dit.

Je suis rentré chez moi et j'ai écrit sur une pancarte le nom de l'hôtel, la date, l'heure et je l'ai accrochée sur le portail; ça fait quatre mois que je ne paye pas le loyer et mon propriétaire aussi ne me réclame rien

Je me rappelle un matin quand mon père m'a remis l'argent pour payer la facture d'électricité et j'ai plutôt acheté un ticket de tombola qu'organise TOYOTA. Donc celui qui aurait gagné aura la voiture TOYOTA PICKUP.

Arrivé à la maison, j'ai tout expliqué à mon papa et il m'a bien battu. Quelques jours après, quand l'on se réveilla, tout le monde a remarqué une belle TOYOTA PICKUP garée juste devant notre maison. Toute la maison a crié crié crié; mon papa aussi. mais spécialement moi j'ai trop crié. Car la voiture Toyota devant notre maison était de la CEET et elle était là pour nous couper l'électricité.

Mon papa m'a encore battu à mort.

Vous croyez que j'avais gagné la PICKUP?

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Ôtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Ôtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Ôtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Ôtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Ôt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Ôtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agòè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Ôtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Ôtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Ôtier Adidogomé, carrefour des Franciscains, Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Ôtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Blagues

Le Premier ministre d'un pays a visité un jardin d'enfants et a demandé : "Quel est le budget alimentaire de l'enfant par mois?"
Ils lui ont dit : "40000F."

Il leur dit : "C'est beaucoup. Réduisez à 30000 F !"

Puis il a visité la prison et leur a demandé : "Quel est le budget alimentaire du prisonnier par mois?"
Ils ont dit: 40000F.

Il leur a dit: "C'est peu ... , élevez-le à 800000F!"

Surpris, un pasteur qui l'accompagne lui a demandé: "Pourquoi avez-vous réduit la nourriture des enfants de la maternelle et augmenté la nourriture des prisonniers?"

Le premier ministre a dit : Pensez-vous qu'après avoir quitté le ministère, nous irons à la maternelle !?

Tu mangeras à la sueur de ton front, nous dit le créateur. Force est de constater ceux qui mangent à la sueur de leur front. Certains se battent pour avoir leur pain du jour alors que d'autres cherchent comment faire pour profiter des efforts des premiers. Et le remarque amer est que, c'est pas forcément ceux qui travaillent qui mangent. Il y'a bon nombre de gens qui profitent des peines des autres. Mais vous qui travaillez pour gagner le pain du jour sachiez que vous êtes sur la bonne ligne, ne vous découragez pas en voyant ces personnes qui pillent les biens d'autrui, fortifiez vous un beau jour se lèvera.

Narutino de Dios

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Contribution de la culture dans la formation du PIB au Togo**Un rapport publié il y a quelques jours permet de le savoir**

«L'homme sans culture est un arbre sans fruit», dit-on. La culture est un capital humain en ce sens qu'elle est inséparable de la personne de son détenteur. Cependant, la Culture fait-elle vraiment le poids dans la balance du Produit intérieur brut (PIB) togolais ? Cette question a justement poussé à la réalisation d'une enquête sur le plan national.

Le document du rapport de l'étude sur la contribution de la culture à l'économie togolaise a été validé le 12 février 2021 à Lomé lors d'un atelier organisé par le ministère de la Culture et du Tourisme du Togo.

L'étude réalisée a pris en compte cinq (05) indicateurs dans l'économie. Notamment, le PIB culturel, l'emploi culturel, la consommation finale des ménages en biens et services culturels, les exportations de ces biens et services et le financement public de

la culture, précisent nos confrères de « alwihdainfo.com ».

Il ressort dudit rapport qu'au Togo, la Culture a contribué à la hauteur de 73 milliards de FCFA au Produit intérieur brut en 2017. Ainsi, la Culture a contribué à près de 1,97 % du Produit intérieur brut (PIB 2017) de l'économie togolaise.

En outre, cette même année a enregistré 53 589 emplois culturels, soit 1,75% de l'emploi total au Togo ; et les exportations des biens et services ont tourné autour de 1,2 milliards de francs CFA en 2019, surtout sur le marché sous-régional de

l'Uemoa.

On l'aurait constaté, la culture sa partition dans l'économie togolaise. Toutefois, il serait impératif que les acteurs culturels donnent encore plus d'eux-mêmes. « Il est attendu que les entreprises culturelles soient plus compétitives et créatrices d'emplois descentes », mentionne Gnazou N'daam, directeur de cabinet au ministère de la Culture et du Tourisme.

Ce rapport validé constitue un outil national de promotion du secteur de la culture au Togo. Il s'agira d'amener le secteur culturel à construire des indicateurs



Des comédiens dans la création collective « One coup for Kaiser »

macroéconomiques afin d'examiner sa contribution à l'économie nationale. Des recommandations de l'Uemoa exhortent les départements chargés de la Culture de ses Etats

membres, à inscrire au rang des actions prioritaires, la production régulière des statistiques pour répondre aux exigences de la gestion sur les résultats.

Nadia Edodji

Littérature / Kossi Komla-Ebri**« Avant que la nuit ne tombe », la balade des beaux souvenirs**

Le recueil de nouvelles « Avant que la nuit ne tombe » de Kossi Komla-Ebri vient de paraître. Cet ouvrage écrit par le médecin chirurgien écrivain Kossi Komla Ebri est un voyage entre l'Afrique (berceau de l'humanité) et l'Europe « berceau des merveilles ».

« Avant que la nuit ne tombe » est un recueil de dix nouvelles « Je rentre chez moi », « L'obscurité de la nuit », « Deux boîtes d'allumettes », « Madiba », « La manif », « Le mal... de », « La main invisible », « Les bourgeons tranchés », « La bourse d'études », et « Quand je traverserai le fleuve ».

Cette œuvre de Kossi Komla-Ebri regorge en effet des idées, de la nostalgie, l'humour... « Avant que la nuit ne tombe » est un concentré d'émotions qui plonge le lecteur dans un aller-retour entre l'Afrique et l'Europe. « ...Nukuku dans ma langue signifie

"chose morte"; en Europe, on dirait tout de suite "quel vilain nom!". Au contraire chez nous, c'est un nom de souhait donné à un enfant par des parents qui avaient fait plusieurs fois déjà, la douloureuse expérience de la perte d'enfant à la naissance. Lors d'une nouvelle naissance, donc la maman nommera l'enfant Nukuku pour la faire vivre ; avec cette idée rassurante, qu'étant déjà une " chose morte ", la faucheuse l'épargnerait (...)", extrait de « Quand je traverserai le fleuve ».

Ce recueil est le tout premier publié dans la « Collection Filbleu » que

dirige par Kangni Alem chez les Editions Continents.

Né au Togo en 1954, Kossi Komla-Ebri est médecin-chirurgien. Il vit en Italie depuis 1974. Il a publié plusieurs recueils de nouvelles et un roman, « Neyla » (Prix Prato CittAperta 2019) qui a été traduit en anglais. Son livre « Imbarazzismi » a été publié en France (Embarracismes - le racisme au quotidien) et aux Etats-Unis (Embaracements-Daily embarrassments in black and white ...and color). L'écrivain est membre de la rédaction de la revue online « El-Ghibli ». En 2009, il a



La couverture de l'ouvrage

reçu le « Prix Graphein » de la Société de pédagogie et

de didactique de l'écriture. **Nadia E.**

Lire**« Le dernier jour d'un condamné » de Victor Hugo. Ed Beq, Pp 32-34**

« ...Voyons, qu'ils donnent leurs raisons. Ceux qui jugent et qui condamnent disent la peine de mort nécessaire. D'abord, - parce qu'il importe de retrancher de la communauté sociale un membre qui lui a déjà nui et qui pourrait lui nuire encore. - S'il ne s'agissait que de cela, la prison perpétuelle suffirait. À quoi bon la mort ? Vous objectez

qu'on peut s'échapper d'une prison ? Faites mieux votre ronde. Si vous ne croyez pas à la solidité des barreaux de fer, comment osez-vous avoir des ménageries ? Pas de bourreau où le geôlier suffit. Mais, reprend-on, - il faut que la société se venge, que la société punisse. Ni l'un, ni l'autre. Se venger est de l'individu, punir est de Dieu. La société est entre deux. Le châtement est au-dessus d'elle, la vengeance au-dessous. Rien de si grand et de si

petit ne lui sied. Elle ne doit pas punir pour se venger ; elle doit corriger pour améliorer. Transformez de cette façon la formule des criminalistes, nous la comprenons et nous adhérons. Reste la troisième et dernière raison, la théorie de l'exemple. Il faut faire des exemples ! il faut épouvanter par le spectacle du sort réservé aux criminels ceux qui seraient tentés de les imiter ! Voilà bien à peu

près textuellement la phrase éternelle dont tous les réquisitoires des cinq cents parquets de France ne sont que des variations plus ou moins sonores. Eh bien ! Nous nions d'abord qu'il y ait exemple. Nous nions que le spectacle des supplices produise l'effet qu'on en attend. Loin d'édifier le peuple, il le démoralise, et ruine en lui toute sensibilité, partant toute vertu. Les preuves abondent, et encombreraient notre

raisonnement si nous voulions en citer. Nous signalerons pourtant un fait entre mille, parce qu'il est le plus récent. Au moment où nous écrivons, il n'a que dix jours de date. Il est du 5 mars, dernier jour du carnaval. À Saint-Pol, immédiatement après l'exécution d'un incendiaire nommé Louis Camus, une troupe de masques est venue danser autour de l'échafaud encore fumant. Faites donc des exemples ! ... »

Restauration et protection des écosystèmes

Les Nations unies décrètent « la décennie la plus critique de notre vie »

La décennie que nous venons d'amorcer (2020-2030) est déjà consacrée à la restauration des écosystèmes dans leur ensemble. Les Nations unies viennent de rendre encore plus importante en la dédiant plus spécifiquement à la protection des océans. Sans oublier qu'il reste neuf années pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). C'est donc « la décennie la plus critique de notre vie ».

Faire de la décennie actuelle celle de la restauration des écosystèmes, est plutôt salutaire. Cela répond aux aspirations des ODD qui visent en grande partie à faire face à la crise climatique, lutter contre la destruction de la biodiversité, construire des sociétés justes, résilientes, éradiquer la pauvreté, mieux gérer les ressources naturelles dont les eaux. Plus spécifiquement, l'ODD 15 explique ce qu'il faut faire d'ici 2030.

Il y est écrit : « préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ». Tout y est donc, il ne reste qu'à passer à l'action. Mais, comme dans le cas des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les Nations unies se sont certainement rendu compte que l'on risque d'arriver à échéance et être déçu. Les océans sont de vrais sinistrés des activités humaines. Des millions de tonnes de déchets solides et liquides y sont déversés chaque année. Les plastiques y élisent naturellement domicile. Même un plastique jeté à des kilomètres des océans sur les terres, finit sa course dans les fonds marins.

Les spécialistes mettaient en garde il y a quelques

années que si l'on maintenait cette tendance déplorable, il ne faudrait pas s'étonner que d'ici 2050, il y ait plus de plastiques dans les océans que de poissons. Or l'ODD 14 stipule : « conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ». Si aujourd'hui, les Nations unies se voient obligées de décréter une décennie non seulement pour la restauration des écosystèmes en général, mais aussi et surtout pour la protection des océans, c'est qu'il y a péril en la demeure.

Ainsi, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a lancé ce que beaucoup au sein de l'ONU et au-delà considèrent comme « la décennie la plus critique de notre vie ». Au cours des dix prochaines années, l'agence onusienne, le système des Nations unies et leurs partenaires mobiliseront les efforts pour protéger l'océan partout dans le monde. La décennie vise à sensibiliser aux immenses défis et opportunités que l'océan offre pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Selon Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, « Au début du troisième millénaire, l'océanographie a la capacité d'identifier les problèmes et de proposer des solutions, à condition de cesser de

négliger sa contribution ».

L'une des solutions proposées pour restaurer les océans est le nettoyage de leur fond. Mais comment cela pourra-t-il se faire ? Il est clair que cela n'est pas du tout une tâche aisée. De plus, cela va nécessiter le développement de technologies de pointes, et donc assez de moyens financiers. Ensuite, comment va-t-on gérer ces tonnes de déchets qui gisent au fond des mers ? C'est là une nouvelle préoccupation à laquelle il faudrait trouver des solutions. Certains penseront tout de suite au recyclage. Mais, tous les déchets sont-ils facilement recyclables ?

En attendant d'en arriver à cette étape, « la décennie en faveur de l'océan offrira aux nations une occasion unique de travailler ensemble pour alimenter la science océanique mondiale nécessaire pour soutenir le développement durable de cet espace commun », souligne l'Unesco. « La protection et la gestion durable de l'océan sont essentielles pour l'alimentation, les moyens de subsistance et l'atténuation des perturbations climatiques et des catastrophes connexes. Restaurer la capacité de l'océan à nourrir l'humanité et à réguler le climat est un défi majeur », précise le secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Mobilisation internationale pour de meilleurs actions post-Covid-19



Une conséquence de la pollution des mers : l'étouffement d'un monstre aquatique

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence l'importance des océans pour l'économie mondiale. Alors que les frontières terrestres et aériennes ont été fermées, il était impensable d'arrêter la navigation maritime par laquelle transite plus de 90% des échanges commerciaux dans le monde. Les pays ont donc tout intérêt à prendre des mesures draconiennes pour qu'après cette crise, les océans puissent mieux respirer et continuer par jouer leur rôle incontournable.

Le lancement officiel de la décennie a réuni des dirigeants mondiaux, des scientifiques, des chefs d'agences des Nations unies et des personnalités sportives engagées dans l'action en faveur de l'océan qui ont tous souligné son potentiel en tant que source de solutions pour mieux reconstruire un monde post-Covid-19 résilient. Il s'agissait du premier événement de la décennie de l'océan consacré à l'approfondissement des connaissances scientifiques sur la mer et à la protection de la santé de l'océan, tout en soutenant le rôle central de cette dernière dans la

transition vers une utilisation durable et équitable de ses ressources alors que les défis du changement climatique se multiplient. « Le moment est venu d'agir pour un nouvel océan », a souligné la cheffe de l'Unesco. Plusieurs résultats sont attendus à l'issue de la décennie des Nations unies pour la protection des océans.

L'initiative vise un océan propre où les sources de pollution sont identifiées et réduites ou éliminées ; un océan sain et résilient, où les écosystèmes marins sont protégés, restaurés et bien gérés ; un océan productif soutenant l'alimentation durable et l'économie océanique ; un océan sûr où la vie et les moyens de subsistance sont protégés des dangers liés à l'océan ; un océan accessible avec un accès ouvert et équitable aux données, à la technologie et à l'innovation ; un océan qui est précieux sur le plan social et où les sociétés sont engagées pour le développement durable des mers.

Edem Dadzie

Environnement

L'éducation aux changements climatiques est une obligation

Pour gagner le pari de la protection de l'environnement, notamment la lutte contre les changements climatiques, la protection de la biodiversité, la lutte contre la pollution atmosphérique et la pollution plastique, l'assainissement etc... l'éducation à l'environnement et aux changements climatiques devient une obligation.

« Les Parties coopèrent en prenant, selon qu'il convient, des mesures pour améliorer la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques, compte tenu de l'importance que revêtent de telles mesures pour renforcer l'action engagée au titre du présent accord

» (article 12 de l'Accord de Paris sur le climat).

Il est clair que les Etats doivent créer les conditions pour que cette éducation soit effective. La population dans son ensemble doit en bénéficier. Mais, un accent particulier doit être mis sur les plus jeunes, notamment les élèves. Au Togo, certaines organisations comme Afrique Eco 2100

essaient de mettre en place un programme d'éducation à l'environnement et aux changements climatiques dans les écoles.

Mais, ce qui est souhaitable, est que les ministères en charge de l'Éducation, de l'Environnement et tous les acteurs se concertent pour que l'éducation à l'environnement devienne



une composante des programmes scolaires. Cela permettra de bâtir de futurs citoyens écoresponsables.

Voilà la voie à suivre pour réaliser l'article 12 de l'Accord de Paris au Togo.

TM

Economie

Global Trade Corporation devient un holding avec bientôt un siège à Dubaï

L'entreprise, Global Trade Corporation SA créée par l'entrepreneur togolais Ghislain Awaga, installée dans plusieurs pays déjà, veut désormais conquérir le monde entier. C'est dans cette optique qu'elle s'est muée en un holding et prévoit de s'installer dans les prochains jours à Dubaï, avec pour objectif de couvrir les cinq continents.

Avec des états financiers en pleine croissance exponentielle, le moment est propice pour l'envol. Le caractère international de cette holding financière se justifie par le choix d'un pays comme Dubaï pour abriter son siège avec notamment des filiales et succursales dans plusieurs pays.

La Global Trade Corporation S.A devient ainsi une société de gestion de participations et

de l'investissement dans des sociétés agroalimentaires, industrielles, agroindustrielles, financières, de services, de nouvelles technologies, de construction, de tourisme, entre autres.

Dénommée « Global Trade Corporation Holding », elle aura également à assurer la gestion de filiales des sociétés susvisées, y compris des opérations de nature juridique, économique, civile

et commerciale.

« Constituée initialement avec un capital social de 2 milliards FCFA, la GTC SA qui va devenir une holding s'apprête à augmenter considérablement ce capital et accueillir de nouveaux actionnaires et partenaires à travers le monde. Elle sera dirigée par une administration chapeauté par le PDG Ghislain Emerice Awaga », explique le service communication de la société.



« La vision, la conquête du monde entier avec des projets concrets, à fort taux de rentabilité. La GTC le démontre déjà, avec des investissements colossaux dans l'économie réelle dans plusieurs pays d'Afrique. La vague de nouveaux projets lancés par la société ces derniers mois, en l'occurrence

la construction des logements sociaux, le lancement d'une vaste chaîne agroalimentaire à Notsé Dewe-Agoto, un pôle de financement de PME/PMI en Afrique du Nord, l'exploitation minière en RDC et au Mali l'illustrent parfaitement », lit-on également dans le communiqué.

La rédaction

Lutte contre la Covid-19

Les sept centrales syndicales du Togo équipent les agents de santé

Les sept centrales syndicales du Togo ont manifesté, hier mardi 16 février 2021, leur soutien aux agents de santé. Avec un don financier de 3 500 000 FCFA, ces centrales syndicales ont donné au personnel soignant du Togo, de quoi se payer des matériels de protection en cette période de crise sanitaire de coronavirus. La cérémonie de remise s'est déroulée à la Maison de la santé à Lomé.

Équiper les agents de santé au Togo qui, depuis le 06 mars 2020 jusqu'aujourd'hui, se battent contre la pandémie de coronavirus pour être au chevet de tous les patients, tel est l'objectif des sept centrales syndicales du Togo. Les 3 500 000 FCFA des centrales syndicales serviront à l'achat des matériels de protection contre le coronavirus dans l'exercice de leur fonction.

« Les agents de santé au Togo font partie des personnes les plus exposées et les plus vulnérables à la pandémie de coronavirus. Et pourtant ils exercent jour et nuit dans ce secteur où la pandémie sévit. Vu leur effort et le cas de décès des agents de santé dû au coronavirus, il nous est important des les équiper en matériel de protection », a expliqué Tsikplonou Mokli

Éphrem, porte-parole des sept centrales syndicales du Togo.

Les bénéficiaires n'ont pas manqué de témoigner leur gratitude. « Au nom des syndicats des agents de la santé et de tous les bénéficiaires, je tiens à dire un sincère merci à nos secrétaires généraux. Nous garantissons d'utiliser ces matériels à bon escient.



Cérémonie de remise

Ces matériels iront jusqu'au tréfonds du Togo. Merci aux centrales syndicales du Togo », a dit Mohamed Atchadé, ophtalmologue, secrétaire général du Syndicat du personnel de la santé du Togo. La distribution des matériels couvrira Lomé, Sokodé, Kara et Dapaong. Celle qui sera

faite à Lomé débutera avec le CHU Campus, le CHU SO et l'hôpital de Bè. Les sept centrales syndicales du Togo sont composées de la Coordination des Centrales syndicales du Togo (CCST) et la Synergie des travailleurs du Togo (STT).

Attipoe Edem Kodjo

CH-International / DokitaEyes

«DokitaEyes» pour «la culture du médecin de famille»

L'association « Le Coursier d'Hôpital International/Togo (CH-INTERNATIONAL) » a signé un partenariat avec l'Association nationale des infirmiers du Togo (ANIT) au cours d'une conférence de presse organisée ce 16 février 2021 à l'Institut français du Togo. L'objectif de ce partenariat est de vulgariser la « culture du médecin de famille » auprès des populations à travers l'application togolaise « DokitaEyes ».

Le partenariat entre CH-INTERNATIONAL/TOGO et l'ANIIT s'inscrit dans le cadre logique du projet ISME-Togo (Innovation pour la Santé des Mères et des Enfants du Togo) en son activité 2.2.1 : Mise en service de l'application DokitaEyes à destination du grand public du résultat 2.2 décliné comme suit : le travail à distance des acteurs du système sanitaire est facilité par l'application DokitaEyes. « L'objectif de cette rencontre ce matin c'est pour mettre en place cette application au profit des infirmières et infirmiers du Togo », a précisé Koffivi Agbetiafa, directeur exécutif de l'association « Le Coursier d'Hôpital International/Togo (CH-INTERNATIONAL) ».

L'association « Le Coursier d'Hôpital International/Togo » a été créée en 2014, et a pour but d'œuvrer pour le bien-être des populations en général et de faciliter la vie aux patients et aux praticiens de santé à l'intérieur et à l'extérieur des formations sanitaires en particulier.

L'association apporte des solutions innovantes pour appuyer et soutenir les efforts des acteurs du système de santé. Elle a créé le profil du « Facilitateur médical » qui permet un accès rapide et inclusif aux soins de santé pour les personnes vulnérables au Togo.

L'une des innovations de l'association est l'application DokitaEyes. Cette application est primée « Meilleure

innovation numérique » à l'édition 2020 du « Togo Top Impact ».

D'après Sena Ague, le partenariat avec « Le Coursier d'Hôpital International/Togo » est une grande satisfaction pour l'association nationale des infirmiers du Togo, et vient couronner ainsi plusieurs années d'effort. « Quand 'Le Coursier d'Hôpital international' nous a approché pour nous présenter le projet, nous avons vu le bien-fondé du projet parce cela peut nous permettre de faciliter l'accès aux soins à nos populations ; donc l'accessibilité en terme géographique, et aussi en terme financier », mentionne Sena Ague, président de l'ANIIT.

« Notre association s'engage

à mettre à la disposition de DokitaEyes des professionnels de santé (infirmiers, auxiliaires, accoucheuses) formés et qualifiés », a-t-il ajouté.

Le projet ISME-Togo : Innovation pour la Santé des Mères et des Enfants

Le projet est piloté par CH-INTERNATIONAL/TOGO depuis 2019 avec le soutien de l'ambassade de France au Togo et du ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'accès universel aux soins. C'est un projet numérique avec la création des carnets de santé digitaux via l'application DokitaEyes afin de faire le suivi continu de 25.000 femmes enceintes et 100.000 enfants de moins

de 5 ans vivant dans les zones situées à plus de 5km des USP (Unité de soins périphérique) dans la région maritime.

Par ailleurs, DokitaEyes est une application mobile de suivi médical créée depuis 2015. Elle permet à un médecin de continuer d'assurer le suivi médical à distance jusqu'au prochain rendez-vous de consultation physique. Aussi permet-elle à un patient de prendre un rendez-vous, d'appeler un professionnel de santé, de conserver ses propres symptômes pour un suivi à distance de son médecin, de payer ses médicaments et ses analyses sans se déplacer.

Nadia Edodji





Oxy Conseil

CORIS BANK INTERNATIONAL BARAKA, LA SOLUTION ALTERNATIVE POUR TOUS VOS DEPÔTS ET FINANCEMENTS.

CBI BARAKA : Boulevard Eyadema, carrefour 3K • Email : corisbank-tg@coris-bank.com • Tél : 22 20 82 82

Solution de Financement Islamique
www.corisbankbaraka.com

